



Syndicat des Personnels
du Réseau International du Ministère
de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et Numérique

139 rue de Bercy - bâtiment Vauban - Télédéc 627 - 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr - Tél. : 01.53.18.83.03 - www.sprim-fo.org

Revue de presse du 26 mai 2023

Presse – Actualités

- [La cheffe de la diplomatie française rencontrera son homologue tunisien le 30 mai – Le Figaro](#)
- [Impôts : TotalEnergies est-il vraiment un mauvais contribuable ? - Challenges](#)
- [Energies : le solaire va supplanter le pétrole dès 2023 – L'Express](#)
- [L'Allemagne tombe en récession – La Tribune](#)
- [Le président chinois promet à Moscou son «ferme soutien» sur les «intérêts fondamentaux» - Le Figaro](#)
- [Bercy se félicite du succès du PER, la retraite par capitalisation à la française – Le Figaro](#)
- [Suppression de vols intérieurs courts : «On ira plus loin», promet Beaune – Le Progrès](#)
- [Allez, c'est vendredi ! Sourions...](#)

ARTICLES DE PRESSE

La cheffe de la diplomatie française rencontrera son homologue tunisien le 30 mai – Le Figaro

La ministre française des Affaires étrangères Catherine Colonna rencontrera, mardi prochain à Paris, son homologue tunisien Nabil Ammar, «*occasion de marquer*» le soutien de la France à la Tunisie, a annoncé jeudi la porte-parole du Quai d'Orsay. Les deux chefs de la diplomatie ont déjà eu des échanges par téléphone mais «*ce sera leur première rencontre bilatérale*», a précisé Anne-Claire Legendre lors d'un point de presse.

«*Nous aurons l'occasion de marquer et de réaffirmer notre soutien à la Tunisie et au peuple tunisien*», a-t-elle dit, ajoutant que les deux ministres pourront «*dialoguer de façon étroite sur l'ensemble du volet de coopération franco-tunisienne*». Elle a notamment évoqué les questions d'éducation, culturelle ainsi que l'épineuse question migratoire.

Solidarité avec son pays

Fin avril, Nabil Ammar avait appelé l'Union européenne à faire preuve de «*solidarité*» avec son pays notamment dans la lutte contre l'immigration clandestine, en recevant la commissaire européenne chargée des affaires intérieures Ylva Johansson. La Tunisie, dont certaines portions de littoral se trouvent à moins de 150 km de l'île italienne de Lampedusa, enregistre très régulièrement des tentatives de départ de migrants, majoritairement originaires de pays d'Afrique subsaharienne, vers l'Italie.

À lire aussi *Tunisie : Djerba, foyer de cohabitation judéo-arabe secoué par la violence antisémite*

Défis économiques

La garde nationale tunisienne a annoncé avoir secouru ou intercepté plus de 14.000 migrants clandestins originaires en grande majorité d'Afrique subsaharienne, sur les trois premiers mois de l'année, soit plus de cinq fois le nombre recensé pour la même période de 2022. Catherine Colonna et Nabil Ammar évoqueront en outre «*les défis économiques auxquels le pays fait face et la manière dont on peut aider la Tunisie à les surmonter à titre bilatéral et avec nos partenaires européens*», a également expliqué Anne-Claire Legendre.

La Tunisie, en proie à une grave crise financière, négocie depuis des mois avec le Fonds monétaire international un prêt de près de deux milliards de dollars mais les discussions entre les deux parties semblent faire du surplace depuis un accord de principe annoncé mi-octobre.

* * *

Impôts : TotalEnergies est-il vraiment un mauvais contribuable ? - Challenges

Les bénéfices records de TotalEnergies en 2022 passent mal au regard du faible montant d'impôts dont s'est acquitté en France le géant du pétrole. Les accusations sur de potentielles pratiques d'optimisation fiscale agressives sont-elles fondées ? Pas si sûr vu la facture fiscale mondiale de 21 milliards d'euros réglée par le groupe au titre de l'impôt sur les sociétés. Explications.



La raffinerie TotalEnergies de Donges (Loire-Atlantique). En 2021, la compagnie pétrolière, qui affichait un profit de 13,6 milliards d'euros, a payé zéro euro d'IS en France. Tout comme en 2020, en 2019 et en 2018.

LOIC VENANCE / AFP

Le soupçon est coriace. Et il devrait encore alimenter les questions de la mission d'informations de l'Assemblée nationale qui reçoit ce jeudi Patrick Pouyanné. Le groupe TotalEnergies, champion des profits, serait un mauvais contribuable, qui se jouerait du fisc français. Un doute que le patron de la major pétrolière n'aide pas à dissiper quand il met en avant une "contribution au budget français entre 1,6 et 2 milliards d'euros". Certes, ce chiffre est spectaculaire... mais il additionne indûment les cotisations sociales patronales - qui n'ont rien à y faire - voire des taxes - y compris celles seulement collectées et non payées par le groupe. Cela pour cacher le bien maigre impôt sur les sociétés (IS, prélevé sur les profits) versé.

De fait, en 2021, la compagnie pétrolière, qui affichait un profit de 13,6 milliards d'euros a payé zéro euro d'IS en France. Tout comme en 2020, en 2019 et en 2018. En 2022, elle a seulement acquitté 64 millions d'euros d'impôt dans l'Hexagone, qui peut sembler une obole face à son énorme bénéfice net record de 19,5 milliards d'euros. "Un scandale !", a dénoncé un porte-parole d'Oxfam, ONG spécialisée dans la lutte contre les paradis fiscaux.

274 millions d'euros d'impôt payés en France en 2022

Et pourtant, il n'y a rien à cacher : si TotalEnergies n'a pas payé d'impôt de 2017 à 2021 en France, c'est simplement parce que le groupe n'a pas gagné d'argent dans ses activités françaises ces années là. Et pour 2022, l'IS de 64 millions est à mettre en rapport avec le bénéfice de l'année des activités du pays, qui se monte à "seulement" 350 millions d'euros. L'an dernier, l'énergéticien a en outre versé 210 millions supplémentaires au Trésor français, dans le cadre de la contribution européenne temporaire de solidarité sur les "surprofits" du raffinage, instaurée en septembre dernier.

Mais le soupçon persiste : comme certaines multinationales, TotalEnergies ne pratiquerait-elle pas une optimisation fiscale agressive, pour faire baisser artificiellement sa facture d'impôt ? Il s'agirait d'escamoter les profits réalisés en France, pour les envoyer, via des acrobaties comptables - des facturations au sein du groupe, avec des "prix de transfert" gonflés -, vers des filiales étrangères où l'imposition est plus clémente. Sauf que, à l'examen de ses comptes, la note fiscale mondiale de la major française est très salée: au total, en 2022, elle a acquitté près de 21 milliards d'euros d'IS sur un profit net avant impôt de 40,8 milliards... "soit un taux effectif d'imposition de 51,4%, plus du double du taux d'IS français, à 25%", souligne la directrice fiscale du groupe, Nathalie Mognetti. Pour comparaison, les deux autres champions des superprofits du CAC 40, le numéro 1 mondial du luxe LVMH (14 milliards d'euros de bénéfices en 2022), affichent un taux d'imposition de 26,7% et celui de l'opérateur de porte-conteneurs CMA CGM (près de 23 milliards d'euros de bénéfices en 2022), non divulgué, est estimé autour de... 2%, taux ultra discount dû à une niche fiscale européenne taillée pour les armateurs.

"Aucune manipulation fiscale possible"

Au contraire, "les compagnies pétrolières sont parmi les sociétés qui paient le plus d'impôts dans le monde, assure Nathalie Mognetti. Structurellement, notre taux d'imposition se situe entre 35 et 45%. Notre activité ne se prête d'ailleurs pas à des montages sur les prix de transfert. Notre business ne repose pas principalement sur l'exploitation de notre marque ou de brevets, pour lesquels on pourrait verser de lourdes royalties à un holding logé dans un paradis fiscal. Nous avons des forages, des raffineries, qui ne sont pas délocalisables, et ce que nous produisons et vendons - du pétrole, du gaz, de l'électricité - est coté en Bourse, à prix publics, il est donc impossible les manipuler."

D'ailleurs, afin d'écartier les mauvais procès, la compagnie pétrolière a décidé de devancer la directive européenne qui exigera des multinationales, à partir de l'exercice 2024, de reporter les profits et impôts payés pays par pays de l'UE. L'énergéticien publie depuis l'exercice 2019 un "rapport de transparence fiscale" où il liste ces données dans une soixantaine de pays. Non seulement les membres de l'UE mais aussi les pays où il mène des activités extractives, et aussi ceux considérés comme des paradis fiscaux.

Ainsi, si TotalEnergies est présent au Panama, aux Fidji, dans les îles Caïman, aux Bermudes, selon ce document, il n'y loge que de (faibles) profits réalisés localement ou n'y

enregistre pas de profit du tout. Le groupe indique avoir, depuis 2012, fermé ou rapatrié 26 filiales situées dans ces juridictions et ne plus y créer de société.

Il éclaire aussi plus particulièrement sur ses activités aux Pays-Bas et au Luxembourg, classés parmi les pays "à la fiscalité controversée". Il montre qu'il s'agit de réelles filiales opérationnelles, réalisant un chiffre d'affaires et comptant un nombre d'employés conséquent, en cohérence avec le profit réalisé... et non des holdings financiers où seraient rapatriés les profits européens afin qu'ils soient moins taxés.

Des impôts là où il y a des profits

En réalité, TotalEnergies paye simplement de gros impôts là où il réalise de gros profits.

C'est-à-dire dans la production de pétrole et gaz, auprès de pays dont les sous-sols en regorgent. Et ces ponctions sont massives ainsi, en 2022, TotalEnergies a payé 6,5 milliards d'euros d'IS en Norvège, 3,5 milliards au Royaume-Uni, 1,8 milliard au Nigéria, 969 millions en Angola... "Le taux d'imposition sur les bénéfices en vigueur dans certains pays est très élevé : 78% pour la Norvège, 75% pour le Royaume-Uni, 50% à 75 voire 85 % pour l'Angola et le Nigéria" indique Nathalie Mognetti.

Sans compter que certains Etats prélèvent aussi, en amont, de lourdes taxes à la production, spécifiques à l'industrie pétrolière : ainsi, si l'impôt sur les sociétés est quasi inexistant aux Emirats arabes unis, TotalEnergies leur a reversé 8,1 milliards d'euros d'impôt de production en 2022, et la Lybie leur a prélevé à ce titre 1,3 milliard d'euros et, en sus, 564 millions d'IS. Au total, ces taxes à la production ont pesé pour plus de 12 milliards d'euros de prélèvement supplémentaire dans le compte de résultat de la société en 2022.

A contrario, la France n'a pas de pétrole et, si TotalEnergies y réalise 20% de son chiffre d'affaires, son activité y est beaucoup moins rentable, voire déficitaire : il possède des raffineries, vite dans le rouge quand le pétrole est peu cher (et qui ont cumulé des pertes de 1,7 milliard pendant les deux années de la crise du Covid, en 2020 et 2021), et 3.500 stations-services distribuant du carburant, une activité très concurrentielle et à faible marge (en moyenne 1 centime par litre a indiqué Patrick Pouyanné).

Reste que, même s'il paye sa juste part d'impôt, les plantureux profits de l'énergéticien en 2022 passent mal en France, alors que les automobilistes ont subi la flambée des prix de l'essence. TotalEnergies a bien compris l'enjeu d'image, qui l'a décidé à appliquer des rabais à la pompe pendant plusieurs mois l'an dernier. Un "geste" qui lui a coûté la bagatelle de 550 millions d'euros. Et qu'il n'a consenti qu'en France.

* * *

Energies : le solaire va supplanter le pétrole dès 2023 – L'Express

Selon le rapport de l'Agence internationale de l'énergie, 1 700 milliards de dollars devraient être investis dans les technologies décarbonées. Cette année, les crédits alloués au solaire devraient même dépasser ceux accordés au pétrole.

Tout un symbole. En 2023, les investissements réalisés dans le domaine de l'énergie solaire devraient dépasser, pour la première fois, ceux effectués dans le pétrole, selon le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié ce jeudi. "L'énergie propre progresse rapidement, plus rapidement que beaucoup de gens l'imaginent", souligne le directeur de l'AIE Fatih Birol, dans le document. Il explique également que l'investissement mondial dans la production électrique est aujourd'hui dominé à 90 % par des technologies bas carbone.

De manière générale, l'investissement dans les technologies décarbonées (les énergies renouvelables, ainsi que le nucléaire, les voitures électriques ou bien les pompes à chaleur), devrait atteindre 1 700 milliards de dollars en 2023, quand environ 1 000 milliards iront aux solutions fossiles. "Pour chaque dollar investi dans des énergies fossiles, environ 1,70 dollar part vers des énergies propres. Il y a cinq ans, ce ratio était de 1-1", explique le rapport, qui précise tout de même que les montants consacrés aux hydrocarbures et au charbon continuent de progresser de 15 % annuellement. Les énergies propres, quant à elles, croient de 24 % par an.

Le secteur dopé par la crise énergétique et climatique

Cette hausse est notamment portée par celle de l'énergie solaire. "Plus d'un milliard de dollars par jour devraient aller à des investissements dans le solaire en 2023 (380 milliards sur toute l'année), poussant pour la première fois ce montant au-delà de celui investi dans la production de pétrole (370 milliards de dollars)", explique l'institution installée à Paris.

Force est de constater que les énergies fossiles ne sont plus aussi rentables qu'auparavant. Leurs prix sont extrêmement volatils, notamment à cause de l'invasion russe en Ukraine, qui a créé d'importantes inquiétudes sur l'approvisionnement en gaz. Les mesures de soutien prises par l'Union européenne, la Chine, le Japon ou les Etats-Unis ont renforcé la tendance. Le rapport pointe également la hausse des taxes sur les énergies fossiles dans certains pays, rendant les perspectives de retour sur investissement nettement moins intéressantes pour les entreprises.

Quelques locomotives

Le monde entier n'avance pas au même rythme. L'agence internationale de l'Energie note que cette hausse des investissements est surtout le fait des économies dites "avancées", comme les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon ou la France. La Chine compte également parmi les pays à financer massivement le développement de l'énergie solaire. Le reste du monde pèse très peu dans

cette hausse. Dans son rapport, l'AIE appelle la communauté internationale à se mobiliser sur le sujet : "L'ironie est que certains endroits parmi les plus ensoleillés du monde disposent des plus faibles niveaux d'investissement dans le solaire"

L'institution pointe également du doigt un bémol majeur : les dépenses consacrées à l'exploration et à l'exploitation pétro-gazière devraient augmenter de 7 % en 2023, ce qui ramène le monde au niveau de 2019. À ce rythme-là, la trajectoire de la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle s'éloigne encore. Autre point d'inquiétude, le reflux des investissements dans le charbon. Le secteur a atteint un sommet historique en 2022, les sommes allouées sont six fois supérieures à celles qu'il faudrait atteindre afin d'assurer la neutralité carbone.

* * *

L'Allemagne tombe en récession – La Tribune

Avec une deuxième baisse consécutive de son produit intérieur brut (PIB), l'Allemagne est tombée en récession au premier trimestre, selon l'institut Destatis.



Olaf Scholz, le chancelier allemand (Crédits : JOHANNA GERON)

Si le Royaume-Uni devrait éviter la récession cette année, ce ne sera pas le cas de l'Allemagne. Selon l'institut Destatis, la première économie d'Europe est entrée en récession technique au premier trimestre 2023, avec une deuxième baisse consécutive de son produit intérieur brut (PIB), plombé par son industrie qui souffre d'une baisse de sa demande, sur fond d'inflation et de hausse des taux d'intérêt. Le PIB de l'Allemagne a chuté de 0,3% entre janvier et mars sur un trimestre, après avoir reculé de 0,5% entre octobre et décembre, en données corrigées des variables de saison et de calendrier.

Il s'agit d'une récession au sens technique, c'est-à-dire deux trimestres de baisse à la suite. C'est une première depuis la pandémie de coronavirus. La crise sanitaire avait provoqué une chute du PIB allemand au premier et deuxième trimestre 2020. Sur un an, l'indicateur chute de 0,5%. Ce chiffre, définitif, revoit à la baisse une précédente estimation de fin avril, qui parlait d'une stagnation (0,0%) de l'activité.

« *Ce n'est pas une surprise, même si l'ampleur de cette révision est effrayante* », reconnaît Jens Oliver Niklasch, analyste pour LBBW.

« L'Allemagne est bien tombée dans une récession hivernale »

L'industrie allemande, longtemps dépendante du gaz russe bon marché, a été durement touchée l'an dernier après l'invasion de l'Ukraine par Moscou. Et pour cause, le conflit a coupé ses approvisionnements vers l'Allemagne et fait grimper les prix. Malgré cela, l'économie semblait mieux résister que prévu en début d'année, grâce à des aides publiques massives, un recours accru au gaz liquéfié et un début de baisse des prix du gaz entamée à l'automne.

L'industrie a profité également d'une réouverture de la Chine et de l'atténuation des goulots d'approvisionnement sur les marchés internationaux, relançant les exportations. Du coup, la perspective d'une récession semblait s'éloigner. Mais « *cet optimisme a laissé place à plus de réalisme (...), l'Allemagne est bien tombée dans une récession hivernale* », commente Carsten Brzeski, expert pour la banque ING.

Malgré ce ralentissement, le gouvernement allemand reste optimiste, avec une prévision de croissance de 0,4% en 2023. « *L'économie a connu une faiblesse hivernale. Mais nous continuons à nous attendre à une nette amélioration au cours de l'année* », a assuré à l'AFP le ministre de l'Economie.

Une inflation élevée

La publication de divers indicateurs sur la situation économique du mois de mars l'ont illustré. Après plusieurs mois de hausse, la production du secteur manufacturier, centrale pour le modèle économique allemand, est repartie à la baisse, chutant de 3,4% sur un mois. La production de véhicules automobiles a notamment diminué de 6,5% et la construction de 4,6%. Les commandes industrielles ont elles aussi rechuté lourdement en mars, de 10,7% sur un mois, du jamais vu depuis le creux de la pandémie. Et les exportations, essentielles pour ce secteur, ont fortement reculé à 5,2%.

La raison de ce retournement est la baisse de la demande, liée à l'inflation, qui reste très élevée à plus de 7% dans le pays malgré une diminution progressive. Et les hausses de taux directeur menées tambour battant par la Banque centrale européenne (BCE) pour combattre cette hausse des prix ont enfoncé le clou, freinant considérablement l'activité.

« *L'effet positif de l'assouplissement des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de la baisse des prix sur les marchés de l'énergie est*

moins important que la perte de pouvoir d'achat et la politique monétaire restrictive », résumait récemment l'économiste Fritzi Koehler-Geib.

Le FMI peu optimiste

Malgré ce ralentissement, le gouvernement allemand s'attend toujours à une reprise progressive de l'activité au cours de l'année. Au final, il anticipe sur l'ensemble de l'année une croissance de 0,4% en 2023. Berlin table sur la poursuite de la baisse de l'inflation dans le pays et en zone euro, ce qui devrait assouplir la politique monétaire de la BCE et relancer la demande. Mais tout le monde n'est pas aussi optimiste. Le FMI a prévu en avril que l'activité économique allemande se contracterait de 0,1% cette année, avant un rebond de la croissance de 1,1% en 2024.

« L'Allemagne est très largement considérée comme le potentiel mouton noir de l'Europe », déclare Guillaume Dejean, analyste pour Global Market Insight.

La situation économique allemande dénote par rapport à ses voisins européens, où le risque de récession s'est progressivement estompé grâce à la baisse des prix de l'énergie. En Belgique et en France, l'activité économique a ainsi progressé respectivement de 0,4% et 0,2% au premier trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. L'Italie a de son côté vu son PIB grimper de 0,5%.

Le moral des entrepreneurs repart à la baisse

Cette annonce intervient alors le moral des entrepreneurs est reparti à la baisse en mai après six mois de hausse, selon le baromètre IFO publié ce mercredi. L'indicateur, réalisé via un sondage mensuel auprès de 9.000 entreprises allemandes, chute de 1,7 point, à 91,7 points.

« L'effet positif de l'assouplissement des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la baisse des prix sur les marchés de l'énergie est moins important que le poids de la perte de pouvoir d'achat et de la politique monétaire restrictive », résume l'économiste Fritzi Koehler-Geib.

Depuis plusieurs mois, le moral des entrepreneurs était porté par la résilience de l'économie allemande face à la crise de l'énergie, conjuguée à la fin de nombreux goulots d'étranglement dans d'approvisionnement. Mais l'inflation reste très élevée dans le pays, atteignant 7,2% en avril, plombant le pouvoir d'achat des ménages. Et les hausses de taux directeur menées tambour battant par la Banque centrale européenne (BCE) pour la combattre, commence à avoir des effets sur l'activité, accroissant les risques de récession pour la première économie de la zone euro.

(Avec AFP)

* * *

Le président chinois promet à Moscou son «ferme soutien» sur les «intérêts fondamentaux» - Le Figaro

Le président chinois Xi Jinping a promis mercredi 24 mai au premier ministre russe Mikhaïl Michouistine en visite à Pékin le «*ferme soutien*» chinois sur les affaires relevant des «*intérêts fondamentaux*». Anciens rivaux durant la guerre froide, la Chine et la Russie renforcent leurs relations diplomatiques et commerciales depuis une dizaine d'années, une tendance qui s'est accélérée depuis l'invasion russe de l'Ukraine.

Se disant partie neutre dans le conflit, Pékin appelle au respect de la souveraineté des États, mais n'a jamais condamné publiquement l'opération militaire menée par le président russe Vladimir Poutine depuis février 2022. Le premier ministre russe Mikhaïl Michouistine est arrivé lundi en Chine. Il a pris part mardi à un forum économique à Shanghai puis s'est rendu dans la capitale chinoise pour des entretiens avec son homologue Li Qiang et le président Xi Jinping. Il s'agit du plus haut responsable russe à se rendre en Chine depuis le début de l'invasion de l'Ukraine.

La Chine est disposée à poursuivre le ferme soutien mutuel avec la Russie.

«La Chine est disposée à poursuivre le ferme soutien mutuel avec la Russie sur les questions relevant des intérêts fondamentaux de chacun», a indiqué Xi Jinping à son hôte, selon l'agence de presse Chine nouvelle. Cette formulation vague est souvent utilisée dans le cadre de rencontres bilatérales avec des représentants russes et d'autres pays. Elle fait souvent référence côté chinois à la question de Taïwan. Xi Jinping a également plaidé pour le *«renforcement de la coordination dans les enceintes multilatérales telles que les Nations unies, l'Organisation de coopération de Shanghai, les Brics et le G20»*, selon Chine nouvelle.

De son côté, Mikhaïl Michouistine avait salué plus tôt dans la journée devant son homologue chinois Li Qiang des relations bilatérales *«d'un niveau sans précédent»* lors d'une rencontre au monumental Palais du Peuple à Pékin. *«Elles se caractérisent par un respect mutuel des intérêts de chacun, le désir de répondre ensemble aux défis, qui sont liés à une turbulence accrue sur la scène internationale et à la pression de sanctions illégitimes de la part de l'Occident collectif»,* a-t-il ajouté. La Chine est le premier partenaire commercial de la Russie, avec des échanges qui ont atteint en 2022 les 190 milliards de dollars (176 milliards d'euros), selon les Douanes chinoises.

«Objectifs communs»

Li Qiang a souligné mardi que le montant des échanges avait déjà atteint les 70 milliards de dollars (64 milliards d'euros) sur les quatre premiers mois de l'année - soit une hausse annuelle de plus de 40%. *«L'ampleur des investissements entre les deux pays continue d'augmenter. Les grands projets stratégiques progressent également de façon stable»,* s'est félicité le premier ministre chinois. Mikhaïl Michouistine est accompagné de plusieurs hauts responsables russes, notamment le vice-premier ministre chargé de l'Énergie, Alexandre Novak. La Chine est devenue l'an dernier le premier client de la Russie dans le secteur énergétique, permettant à Moscou, sous le

coup de sanctions occidentales liées à la guerre en Ukraine, de ne pas voir s'effondrer ses exportations de gaz.

Alexandre Novak a déclaré lors du forum de mardi à Shanghai que les livraisons russes d'énergie à la Chine augmenteraient de 40% en 2023, selon les agences de presse russes. Selon des analystes, la Chine, eu égard à son poids économique et diplomatique, a désormais l'ascendant dans sa relation bilatérale avec la Russie, un déséquilibre croissant à mesure que l'isolement international de Moscou grandit. Les dirigeants des deux pays se sont «*d'avantage rapprochés en raison de griefs et d'inquiétudes communes qu'en raison d'objectifs communs*», déclare à l'AFP Ryan Hass, membre du cabinet de réflexion américain Brookings Institution.

«Ils sont irrités et se sentent menacés par le leadership occidental dans l'actuel système international et estiment que leurs pays devraient être davantage respectés sur les dossiers où leurs intérêts sont en jeu.» En février, le gouvernement chinois avait publié un document qui appelait à un «*règlement politique*» du conflit et à respecter l'intégrité territoriale de tous les pays - sous-entendu Ukraine comprise. Lors d'un sommet en mars à Moscou, le président Xi Jinping avait invité son homologue Vladimir Poutine à venir à Pékin.

* * *

Bercy se félicite du succès du PER, la retraite par capitalisation à la française – Le Figaro

«Nous avons plus que doublé notre objectif de distribution du PER à fin 2022, avec plus de 7 millions de Français équipés», s'est réjoui Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances.

Le ministère de l'Économie et des finances s'est réjoui mercredi du développement du Plan d'épargne retraite (PER), un produit de retraite par capitalisation issu de la loi Pacte de 2019, qui totalise 7 millions de clients et 80 milliards d'encours à fin 2022. *«La réforme du PER (...) est un grand succès : nous avons plus que doublé notre objectif de distribution du PER à fin 2022, avec plus de 7 millions de Français équipés»*, s'est félicité Bruno Le Maire, cité dans un communiqué. Bercy affichait initialement un objectif de 3 millions de souscripteurs à fin 2022.

L'encours, qui devait atteindre 50 milliards d'euros à cette date, est également supérieur aux attentes, selon le ministère. Cette dynamique *«concerne tant les PER d'entreprise, collectif (plus de 19 milliards d'euros d'encours) et obligatoire (plus de 12 milliards d'euros d'encours), que les PER individuels (plus de 49 milliards d'euros d'encours et plus de 3 millions de titulaires)»*, détaille-t-il.

Le PER est un produit *«tunnel»*, qui s'envisage sur le long terme. Les versements sont libres mais ne seront pas récupérables avant l'âge de la retraite, sauf cas exceptionnels comme l'achat d'une résidence principale ou des *«accidents de la vie»* bien définis : invalidité, surendettement, expiration des droits d'assurance chômage...

Le reflet des «nouvelles attentes des Français»

À l'heure de la retraite, deux options sont possibles : une sortie en capital, véritable innovation de ce produit par rapport à ses ancêtres PERP et contrats Madelin mais fortement taxé, ou une sortie étalée dans le temps, en rente. La gestion des PER est en grande majorité déléguée aux assureurs. Plus le client est jeune, plus les placements sont risqués : avant l'âge de 40 ans, les versements sont investis presque intégralement en unités de compte (UC), à savoir des investissements plus risqués mais potentiellement plus rémunérateur les bonnes années.

Le blocage des fonds sur le très long terme et la part importante d'investissements davantage soumis aux aléas des marchés, aussi générateurs de commissions, fait surtout du PER une manne pour les assureurs. Reflet des «*nouvelles attentes des Français*», selon le directeur général de France assureurs Franck Le Vallois, le PER a aussi bénéficié des inquiétudes autour du système de retraite, ouvrant un chemin aux partisans d'une dose de capitalisation.

* * *

Emploi, industrie, services, bâtiment... l'économie française sous pression - Capital

L'Insee relève une détérioration dans l'ensemble des secteurs d'activité marchands. Le climat des affaires s'est à nouveau dégradé pour atteindre son niveau le plus bas depuis avril 2021.

Il est à son niveau le plus bas depuis avril 2021. Le climat des affaires s'est de nouveau dégradé en mai, pour le troisième mois consécutif, en raison d'une détérioration dans l'ensemble des secteurs d'activité marchands, a indiqué jeudi 25 mai l'[Insee](#). L'indicateur qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprise de ces principaux secteurs s'est établi à 100 en mai, perdant deux points par rapport au mois précédent, a précisé l'Institut national de la statistique.

Atteignant son niveau le plus bas depuis avril 2021, il renoue ainsi avec sa moyenne de longue période. Dans le [bâtiment](#), le climat des affaires se dégrade nettement, lâchant trois points sur un mois (de 111 à 108), pénalisé par des craintes concernant la production, les effectifs et les carnets de commandes.

Dans le commerce de gros, un secteur dont le climat des affaires n'est publié que tous les deux mois par l'Insee, le recul est marqué également (de 98 en mars à 94 en mai), du fait des inquiétudes sur les ventes passées et les livraisons reçues de l'étranger. Dans l'industrie (101 à 99) et les services (103 à 101), l'indicateur a reculé de deux points, là aussi en raison

d'un moindre optimisme des chefs d'entreprise. L'altération est plus faible dans le commerce de détail, où l'indicateur perd un point, à 100.

Le climat de l'emploi s'est lui aussi nettement détérioré en mai, perdant trois points à 106 et atteignant un plus bas depuis septembre 2021, à cause "principalement du recul des soldes d'opinion sur l'évolution récente et à venir des effectifs dans les services", a expliqué l'Insee. Il reste toutefois au-dessus de sa moyenne de longue période.

* * *

Suppression de vols intérieurs courts : «On ira plus loin», promet Beaune – Le Progrès

Le décret interdisant les vols intérieurs, lorsqu'un trajet en train de moins de 2h30 est possible, est effectif depuis le 23 mai.

Le gouvernement a l'intention de durcir la règle qui interdit les vols intérieurs, quand une alternative de moins de 2h30 en train existe ([officiellement entrée en vigueur mardi](#)), a indiqué mercredi le ministre délégué aux Transports [Clément Beaune](#).

« Je le dis, on ira plus loin, on ira plus loin », a déclaré Clément Beaune sur Franceinfo.

La liste des vols intérieurs courts interdits « va être revue deux fois par an pour regarder si l'offre ferroviaire s'améliore », a-t-il relevé, notant que le texte était valable pour trois ans.

Amener la règle des 2h30 à « par exemple 3 heures »

« Ma responsabilité de ministre des Transports, c'est justement d'améliorer les connexions ferroviaires pour que de plus en plus, cette règle des 2 heures 30 aboutisse à fermer des lignes aériennes », a remarqué le ministre. « On ferme trois lignes, et on va continuer ».

« Peut-être qu'on durcira progressivement aussi cette règle des 2 heures 30 pour l'amener vers par exemple 3 heures », a-t-il prévenu.

Concrètement, peu de liaisons seraient concernées par un passage à trois heures : éventuellement Paris-Mulhouse (2h43 en TGV), mais cet aéroport est franco-suisse et dessert aussi Bâle ; et peut-être Paris-Limoges, quand la ligne ferroviaire sera rénovée.

Interrogé sur le seuil de 4 heures préconisé par la Convention citoyenne pour le climat, il a répondu : « C'est possible, mais il faut développer le ferroviaire en parallèle », citant l'achat de TGV supplémentaires et le projet de construction d'une ligne à grande vitesse entre Bordeaux et Toulouse.

Un changement anticipé

L'interdiction des vols intérieurs courts en France en cas d'alternative, « avec un service satisfaisant », par le train en moins de 2 heures 30 est entrée en vigueur mardi, un changement qui avait été anticipé avec la fin des liaisons entre l'aéroport de Paris-Orly et Nantes, Bordeaux et Lyon.

Cette interdiction prévue par [la loi Climat et résilience du 22 août 2021](#), et déjà appliquée en pratique, était suspendue le temps d'une enquête approfondie [de la Commission européenne](#) à la suite d'une plainte d'une partie du secteur aérien qui la jugeait contraire au principe de libre-prestation et inadaptée à la lutte contre le changement climatique.

Les liaisons avec l'aéroport parisien de Roissy-Charles-de-Gaulle, en revanche, sont maintenues, officiellement pour permettre des correspondances internationales. Mais il est toujours possible d'acheter des billets simples entre Roissy et Bordeaux, Lyon et Nantes.

* * *

Allez, c'est vendredi ! Sourions...





* * *

Pour adhérer à notre syndicat il suffit de remplir et de renvoyer ce bulletin, [adhesion-2023.pdf](#) ([sprim-fo.org](#)) accompagné du paiement correspondant.